

Développer une dimension geostratégique commune

Interview avec Frank Baasner, Directeur de l'Institut franco-allemand

» Les échanges entre l'Allemagne et la France sur toutes les questions importantes relatives à la politique étrangère doivent être approfondis. C'est ce que les membres de l'Assemblée Nationale et du Bundestag (la chambre basse du Parlement allemand) ont demandé dans une résolution commune adoptée lors du 55^{ème} anniversaire du traité de l'Élysée, « le traité d'amitié franco-allemand ». Quels sont les enjeux auxquels sont confrontées l'Allemagne et la France en Europe aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après sa signature ? Comment les deux pays peuvent-ils travailler ensemble de manière plus étroite ? Audrey Parmentier a posé ces questions à Frank Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

Le cadre européen et international est aujourd'hui très différent de ce qu'il était il y a 55 ans. Commençons par l'Europe. Les deux pays veulent réformer l'Europe. Toutefois, les propositions de réforme de l'UE du président Emmanuel Macron suscitent des inquiétudes du côté allemand. Quelles sont ces préoccupations ?

Selon moi, ces préoccupations s'expliquent de deux manières. D'une part, il y a la crainte de toujours, qui est quasiment devenue un réflexe, que les partenaires européens ne veulent au final que l'argent allemand. On entend sans arrêt dire que Macron veut communautariser les dettes, alors qu'il a clairement exclu de le faire. Il veut des investissements communs pour l'avenir, c'est complètement différent. D'autre part, un grand nombre de politiciens allemands sont d'avis qu'il est essentiel d'empêcher une division de l'UE. Or Emmanuel Macron mise sur une Europe à deux vitesses – une idée qui n'est pas nouvelle et qui a été défendue par d'éminents hommes politiques allemands il y a des années. Il est vrai qu'il y a beaucoup de forces centrifuges en ce moment. Prenons le fossé Nord-Sud sur les questions budgétaires et le fossé Est-Ouest sur la migration. Il est donc légitime de s'inquiéter pour la cohésion.

Quels sont les compromis imaginables, tant du côté français que du côté allemand, qui permettraient de surmonter ces préoccupations ?

Comme toujours, nous allons devoir chercher des compromis. Je pense que ce qui complique les choses aujourd'hui, c'est qu'il y a de nombreux problèmes économiques et politiques, et que la pression exercée sur l'UE pour qu'elle agisse en tant qu'acteur politique indépendant dans ce monde polycen-

trique est si énorme que nous ne pouvons pas faire beaucoup de progrès avec de petits compromis. Emmanuel Macron voit aussi les choses de cette manière. Depuis longtemps, la devise de l'Allemagne a toujours été : nous sommes économiquement forts, mais en raison de notre histoire, nous nous tenons politiquement à l'écart des problèmes internationaux. Cette attitude commence à changer, mais très lentement.

Dans leur résolution commune, les parlementaires allemands et français appellent également à « des échanges approfondis et permanents sur toutes les questions importantes relatives à la sécurité, au développement de l'Europe de la défense ». Les deux pays veulent se rapprocher notamment via des projets d'armement de plusieurs milliards d'euros. Pourquoi l'Allemagne et la France veulent-elles coopérer plus étroitement dans ce domaine, alors que leurs intérêts sont très différents ?

La défense est une question clé. Jusqu'à présent, la répartition des tâches était relativement claire. Les membres permanents du Conseil de sécurité, qui sont aussi des puissances nucléaires, faisaient la « grande » politique et prenaient les décisions difficiles, tandis que l'Allemagne, elle, se tenait à l'écart, et offrait tout au plus un soutien logistique ou des formations. Ce n'est plus aussi simple aujourd'hui, parce que les Etats-Unis demandent à ce que les pays fournissent les efforts convenus dans le contrat du budget de la défense, et que l'Union Européenne est de fait beaucoup plus livrée à elle-même. Le voisinage problématique avec la Russie, la lutte contre le terrorisme islamiste et les relations avec le continent africain voisin sont des défis majeurs qui nécessitent également des capacités militaires. C'est donc une bonne chose que de travailler ensemble au développement des capacités techniques militaires pour renforcer le pilier européen de l'OTAN. L'Allemagne et la France ont par exemple montré avec leur mission commune au Mali qu'il est possible de se soutenir mutuellement et de réussir ensemble, même si les traditions sont différentes. C'est pourquoi des projets communs de développement et de recherche, mais aussi des achats communs d'armement me semblent parfaitement utiles, voire même presque obligatoires au vu de la situation.

Concernant la Turquie, Angela Merkel et Emmanuel Macron critiquent ouvertement la politique d'Erdoğan. Néanmoins, il y a des différences : le gouvernement allemand critique beaucoup plus sévèrement les violations des droits de l'homme, de la liberté d'opinion, de la liberté de la presse et de l'indépendance de la justice en Turquie. Berlin a renforcé les conseils de prudence aux voyageurs qui se rendent en Turquie. Le gouvernement a également fait réviser la garantie Hermès des échanges commerciaux. Et au sein de l'UE, des sanctions économiques ont été discutées. Il y a des différences dans les positions des deux pays. Comment peut-on les expliquer ?

Comme dans la plupart des cas, les différences peuvent s'expliquer historiquement. Mais ce qu'il faut noter avant tout, c'est qu'il y a une population turque ou d'origine turque très importante en Allemagne, ce qui n'est pas le cas en France. Là, les immigrants venaient plutôt d'Algérie, d'anciens territoires français ou d'anciennes colonies, c'est une autre histoire. Du point de vue allemand, les relations avec la Turquie constituent donc toujours un élément de politique intérieure. Une politique commune à l'égard de la Turquie doit être européenne, ce qui est déjà le cas aujourd'hui, même si en Allemagne, l'attention vis-à-vis de ce pays est beaucoup plus grande.

Le projet de résolution invite les gouvernements à « s'inspirer des bonnes pratiques du pays partenaire en matière d'intégration des réfugiés (...) et à approfondir les efforts communs en matière de lutte contre les causes des migrations ». Ici aussi, l'Allemagne et la France ont des expériences très différentes – quelles pourraient être les approches concrètes communes ?

La tentative d'apprendre de l'autre pays dans le domaine de l'intégration est en cours depuis plus de dix ans, et ce malgré toutes les différences qui existent. Elle a d'ailleurs déjà porté ses fruits de manière ponctuelle. En 2006, après les émeutes dans certaines banlieues françaises, on a commencé à avoir un échange sur les concepts et les expériences d'intégration dans nos deux pays. Avec le soutien de la fondation Robert Bosch, nous avons organisé à l'Institut franco-allemand toute une série de colloques et constaté que cet échange a vraiment du sens, car malgré toutes les différences historiques et des politiques différentes, les défis qui se posent sur le terrain sont finalement très similaires. Cette voie devrait être poursuivie et étendue à la question de la lutte contre les causes des migrations et d'une meilleure coordination de la politique migratoire. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des mesures qui vont de la coopération en matière de prévention des risques jusqu'à des mesures d'intégration variées dans le système éducatif, sur le marché du travail et dans la formation et la formation continue, en passant par un travail de sensibilisation. Le nouveau Conseil franco-allemand d'intégration, dont on entend malheureusement peu parler, a vraiment un rôle à jouer dans ce domaine.

Les deux pays sont actuellement confrontés à un antisémitisme croissant. Comment peuvent-ils lutter ensemble contre ce phénomène ?

L'antisémitisme n'est malheureusement pas un phénomène nouveau. Mais bien sûr, les Européens, et l'Allemagne en particulier, doivent réagir de manière très sensible et très claire lorsque des actes antisémites sont commis, ou même lorsque des menaces sont proférées. Le débat public est d'une grande importance. Et pas seulement dans le sens où l'on réagit avec indignation et où l'on prend le parti du « bien ». Le débat public doit permettre de retrouver la capacité à dialoguer. Cela peut se faire par le biais de débats télévisés, mais aussi par un travail ciblé dans les écoles et dans tous les établissements d'enseignement. On pourrait échanger des idées et se coordonner entre Allemands et Français sur ces différentes stratégies.

Selon vous, quelles sont les autres questions de politique étrangère complexes auxquelles l'Allemagne et la France doivent s'attaquer ?

Ce serait bien si l'on pouvait faire davantage de choses ensemble dans le cadre de la politique culturelle étrangère commune et de la politique de développement. Il existe déjà des tentatives, mais on pourrait aller bien plus loin. Si nous parlons toujours des valeurs européennes et prétendons vouloir les partager, alors la politique culturelle étrangère devrait devenir européenne – et franco-allemande dans un premier temps.

L'accord avec l'Iran et la question de l'Ukraine orientale sont des questions d'ordre géostratégique qui ne peuvent pas être influencées par la politique culturelle, du moins à court terme – à long terme en revanche davantage. Face à ces grandes questions de politique mondiale, nous devrions essayer de développer une vision géostratégique commune – je suis conscient que cela peut paraître utopique, mais c'est exactement ce dont nous avons besoin aujourd'hui. La période du « on continue comme ça » sous la protection de l'OTAN, avec un monde dédié au commerce mondial, se termine lentement. L'Allemagne aura peut-être plus de difficultés avec cela que la France, où la pensée géostratégique n'a jamais été proscrite. Une chose est sûre : les États membres de l'UE ne peuvent pas faire grand-chose tout seuls, y compris la puissance économique qu'est l'Allemagne.